

# LA PRESSE EN REVUE...

MARDI 20 SEPTEMBRE 2016

## SOMMAIRE

- 1) **Les intellectuels du FN...**
- 2) **Cré-di-bi-li-té**
- 3) **Pour se sauver avant sa disparition...**



Gérard Diez La Presse en Revue

## I ) A Fréjus, le Front national met en scène une poignée d'intellectuels amis



Marine Le Pen Présidente du FN

**Malgré l'interdiction signifiée par le FN, Mediapart couvre la rentrée politique du parti d'extrême droite, organisée ce week-end à Fréjus. Et ce samedi, Marine Le Pen a déroulé le tapis rouge à quelques intellectuels proches de son parti. Jean-Paul Brighelli sur l'éducation, Jacques Sapir sur l'Europe, Xavier Raufer sur le terrorisme ont ainsi pu dire combien il était « normal » d'échanger sous les vivats des militants.**

**F**réjus, de notre envoyé(e) spécial(e).- « Il s'est mouillé, il est dans l'eau maintenant ! » La formule est de la vice-présidente du collectif Racine, le satellite du Front national consacré à l'éducation, l'un de ces multiples clubs créés par le parti d'extrême droite pour développer des passerelles avec la société civile. Valérie Laupies, qui est aussi conseillère régionale de PACA, se satisfait ainsi de la venue aux « Estivales de Marine Le Pen » de Jean-Paul Brighelli, essayiste réactionnaire bien connu sur les questions de l'éducation nationale, et qui s'était distingué il y a une dizaine d'années avec l'essai La Fabrique du crétin.

Depuis des années, l'homme gravite autour du Front qui le drague ouvertement, lui-même expliquant qu'il « adhère à 80 % » au programme du FN sur l'éducation. Cette fois, il vient donner une conférence d'une grosse demi-heure contre « l'égalitarisme qui consiste à l'école à amener chacun au niveau du plus faible ».



Jean-Paul Brighelli.

Jean-Paul Brighelli n'est pas le seul expert – en tout cas présenté comme tel – à se voir ainsi déroulé le tapis rouge par le Front national. Musique forte et rythmée, entrée sous les spotlights et les applaudissements, on les

accueille comme des stars à Fréjus ! Comme lui, l'économiste longtemps marqué à gauche Jacques Sapir et le criminologue Xavier Raufer ont prononcé une allocution pour ce premier jour du rendez-vous censé lancer la campagne de Marine Le Pen. Habités des librairies comme des médias, ils doivent incarner « la respectabilité du Front national ».

Marine Le Pen se frotte les mains de voir arriver ces « intellectuels » dans ces événements politiques. « Incontestablement, il est plus facile pour nous de trouver des gens qui acceptent d'intervenir à une tribune que ça n'était le cas il y a quelques années, explique-t-elle.

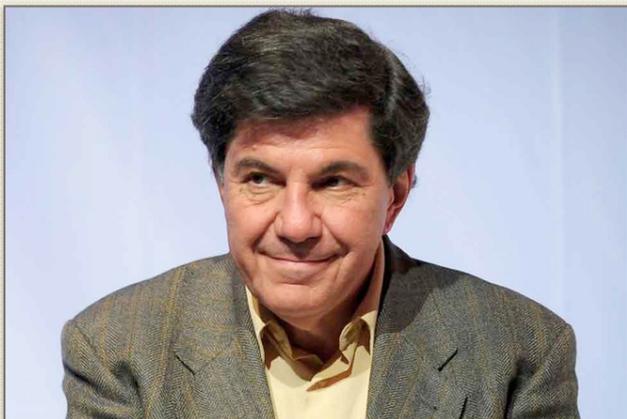
Il faut s'en réjouir mais en même temps, c'est presque normal. Le FN est autour de 30 %, d'un électeur sur trois. Donc, c'est assez normal d'assister à cette normalisation » (lire la boîte noire de cet article sur les conditions de notre présence à Fréjus).

Chacun des trois intellectuels cités se présente, non sans certaines réserves. Jacques Sapir n'a pas fait le déplacement jusqu'à Fréjus, la municipalité FN tenue par le nouveau directeur de campagne de Le Pen, David Rachline.

Il se contente d'une vidéo de six minutes enregistrée quelques jours avant le meeting dans le cadre d'un débat sur le Brexit. Le professeur de l'école des hautes études en sciences sociales s'en tient à un discours favorable à la sortie de l'euro et – à quelques réserves et circonlocutions près – à la sortie de l'Europe.

Cette ultime concession lui vaut une ovation de la salle. Il ne dit pas un mot du parti pour lequel il s'exprime. Le 13 septembre, il a pourtant publié sur le site en français du média russe Russia Today une adresse aux partis de gauche. Il y évoque la constitution d'un « front de libération nationale » pour sortir de l'Europe, englobant la gauche antilibérale comme l'extrême droite.

Évoquant Jean-Luc Mélenchon dont il salue la « cohérence » sur l'Europe, il explique : « Il devra se poser le problème de l'alliance avec les autres forces souverainistes, et à la fin des fins, celle de la constitution du “front de libération nationale” incluant des forces qu'il combat aujourd'hui. Cela implique bien sûr de faire la critique d'un sectarisme certain dont le Parti de gauche n'a pas été exempt, mais cela implique surtout de penser politiquement dans quel cadre pourrait se réaliser ce “front de libération nationale”. »



Jacques Sapir.

C'est une nouvelle affirmation de ce que Jacques Sapir avance depuis plusieurs mois, se défendant avec régularité d'avoir viré Front national, mais plaidant pour des ponts : « À terme, la question des relations avec le Front national, ou avec le parti issu de ce dernier, sera posée. Il faut comprendre que très clairement, l'heure n'est plus au sectarisme et aux interdictions de séjour prononcées par les uns comme par les autres », avait-il lâché il y a un an dans la version longue publiée sur son blog d'une interview au Figaro.

Pour Sapir, l'explication de son clin d'œil en vidéo est donc affichée. L'ancien maoïste Brighelli aussi est venu chercher un pont. Lui imagine « l'union des souverainistes » avec le parti Debout la France. Sa position tranche avec celle pour l'heure affichée par Nicolas Dupont-Aignan, le patron du parti dont il est le conseiller éducation. Son discours reprend le propos déjà développé dans *La Fabrique du crétin*, un livre qualifié de « libération pour tous les enseignants attachés à l'école parce qu'il mettait des mots sur le désastre auquel nous participions malgré nous », se remémore avec émotion Valérie Laupies, elle-même directrice d'école.

Le prof de lettres en classe préparatoire dans le prestigieux lycée Thiers de Marseille fustige « la fin du par cœur » et « la fin de l'étude des grands auteurs ». Jean-Paul Brighelli revendique le rôle de l'instituteur qui invite à se tenir droit et s'agace des « 350 000 femmes voilées » qu'il croit voir tous les jours à Marseille. En retour, il plaide l'élitisme, le remplacement des bourses sociales par des bourses au mérite « sur concours » ou encore l'apprentissage de la langue française contre « la langue de Saint-Denis », « un gloubi-boulga qu'est le langage du rap ». Il ne conclut pas son discours sans un dernier clin d'œil aux électeurs du Front avec une référence à l'« UMPS », devenue « l'herpès » dans le jargon FN. « Le principal problème vient de la stratégie de Lisbonne : négociée en 1999 sous un

gouvernement socialiste, signée en 2002 par la droite. Ce sont les mêmes ! » Vivats et standing ovation pour le sexagénaire.

Ancien du groupuscule d'extrême droite Occident, le criminologue Xavier Raufer conclut la première journée de ces « Estivales ». Son propos, attendu, porte sur le risque terroriste. Sur le fond, peu de surprises : l'homme juge le gouvernement inefficace dans sa lutte et n'hésite pas à mobiliser de petites publications de presse locales pour déterrer récits et anecdotes de la traque des délinquants. À son auditoire, il lâche, l'air satisfait, après la lecture d'un fait divers : « Je ne donnerai pas le nom de l'auteur pour respecter la loi mais il s'appelle Omar de son prénom. » Éclat de rire général.

Après cette journée entre amis, quel débouché pour Marine Le Pen ? Peut-on imaginer ces « intellectuels » garnir une éventuelle future équipe gouvernementale ? Tous disent que non. Sapir en est certainement le plus loin. Brighelli renvoie un « non » catégorique quant à un éventuel poste de ministre de l'éducation : « Moi, je suis un praticien. » Quant à Raufer, il veut réduire sa venue à une conférence lambda et se compare à un médecin : « L'expert livre un diagnostic et il ne sélectionne pas les gens à qui il le donne. Je tiendrais exactement le même discours si j'étais – ça m'arrive rarement – invité du Nouveau parti anticapitaliste. » Preuve s'il en fallait encore, que venir discourir au FN reste un exercice d'équilibrisme.

mediapart.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

## II) Doublée par sa droite par Sarkozy et Zemmour, Marine Le Pen face à l'écueil de la "crédibilité"

Le HuffPost | Par Geoffroy Clavel



Doublée par sa droite par Sarkozy et Zemmour, Marine Le Pen choisit la "crédibilité" | AFP

Oubliée l'université d'été du FN, place aux Estivales de Marine Le Pen. Focalisée sur sa stratégie de dépassement d'un Front national jugé trop clivant pour l'emporter au second tour d'un scrutin présidentiel, la cheffe du parti d'extrême droite réunit les siens ce week-end à Fréjus, fief de son fraîchement nommé directeur de campagne David Rachline, pour une nouvelle séance de dédramatisation collective.

Après sa rentrée à Brachay où sa formation politique avait déjà été reléguée au second plan, Marine Le Pen entend marteler le même mot d'ordre: cré-di-bi-li-té. Depuis le lieu (une base de loisirs en bord de Méditerranée) où doivent affluer jusqu'à 5000 sympathisants, jusqu'au programme studieux des festivités, tout a été pensé pour gommer l'image d'un mouvement sulfureux éloigné des réalités du pouvoir. A commencer par cette affiche de carte postale (mer bleu et aube rouge couleur d'espoir) et ce slogan positif tourné vers l'avenir "Vivement 2017!".

Du côté des intervenants, les cadres du FN (tous présents) ont là encore vocation à faire de la place aux invités extérieurs, gage de la volonté d'ouverture de la candidate à l'élection présidentielle. Très attendu, l'économiste anti-euro Jacques Sapir, jadis proche du Front de gauche, interviendra en vidéo tandis que le criminologue Xavier Raufer évoquera sur place "l'invisible désastre sécuritaire". Si tous n'ont pas officiellement rallié le FN, leur seule présence

visé à casser l'image d'un FN infréquentable.



### Le retour très à droite de Nicolas Sarkozy

Se crédibiliser soit, mais au risque d'en oublier les fondamentaux de l'extrême droite identitaire? Ce danger, purement théorique il y a encore quelques mois, a pris de la consistance avec l'entrée en campagne de Nicolas Sarkozy sur une tonalité ultra-droitière. Persuadé que sa défaite de 2012 fut liée à la défection des électeurs frontistes, l'ancien président de la République a choisi de centrer sa campagne des primaires sur des thématiques jadis accaparées par Jean-Marie Le Pen.

De la critique de l'Europe de Schengen au climatoscepticisme rampant jusqu'à la promesse (inconstitutionnelle) d'interner arbitrairement les jihadistes présumés au nom de la défense des Français et de l'identité nationale, Nicolas Sarkozy se dit prêt à engager un bras de fer avec l'Islam au moment même où la candidate frontiste tente au contraire d'introduire du consensus dans son discours.

La polémique du burkini a illustré les divergences tactiques de ces deux concurrents frontaux: tandis que Nicolas Sarkozy a opté pour une interdiction pure et simple, quitte à devoir remanier la Loi fondamentale, Marine Le Pen a préféré conserver sa vieille proposition visant à interdire tous les signes religieux ostensibles (kippa et grandes croix incluses) dans l'espace public. Une ligne radicalement laïcarde mais qui a profondément heurté la frange catholique de son électorat pour qui, à l'image de Marion Maréchal Le Pen, la France sera toujours chrétienne avant d'être musulmane.

"Je ne lutte pas contre l'islam, je ne lutte pas contre une religion. Moi, je lutte contre le fondamentalisme islamiste", assume Marine Le Pen, pariant sur la laïcité pour pleinement endosser son costume présidentiel. A l'ultra-

sécuritarisme d'un Nicolas Sarkozy peu sourcilieux à l'égard des libertés fondamentales, la présidente du FN s'oppose désormais en bouclier de l'état de droit.

### **Un front Zemmour-Ménard**

Drapée dans une posture républicaine intransigeante, la présidente du Front national s'expose néanmoins aux remontrances de l'aile identitaire de son propre camp, incarnée intellectuellement par le polémiste Eric Zemmour, dont elle conteste la théorie du grand remplacement, et politiquement par le maire de Béziers Robert Ménard, dont elle a réprouvé les propos sur "la France blanche et catholique".

Les deux hommes partagent peu ou prou la même détestation du frontisme dit "de gauche" porté par Florian Philippot. Et si, jusqu'ici, leurs critiques se sont concentrées sur le vice-président du FN, elles commencent à déteindre sur Marine Le Pen.

"Elle se trompe de combat, elle a vingt-cinq ans de retard. Le combat de la souveraineté n'est pas méprisable, il est indispensable. Sauf qu'une République islamique française pourrait être souveraine, mais ce ne serait plus la France", a récemment écrié Eric Zemmour en accusant Marine Le Pen, une candidate "de gauche", d'être "complètement endoctrinée par Philippot", ce "cheval de Troie chevènementiste". Des critiques d'autant plus nuisibles que ce prophète de la guerre civile trouve une audience considérable dans les rangs de l'électorat de Marine Le Pen.

### **Une campagne de second tour avant l'heure**

Encerclée par ces deux radicalités qui menacent son cœur de cible électoral, Marine Le Pen assume une prise de risque: celle de faire d'emblée une campagne de second tour en cherchant à rassembler bien au-delà de ses terres électorales.

Cette stratégie doit beaucoup aux sondages: aucune enquête d'opinion ne lui prédit une élimination au soir du 23 avril et seule une candidature d'Alain Juppé la place pour l'heure en seconde position. En revanche, la candidate frontiste est donnée vaincue dans la plupart des cas au second tour. Raison de plus pour se détacher des fondamentaux de l'extrême droite, quitte à adresser quelques piqures de rappel. Marine Le Pen préconise ainsi l'expulsion immédiate des étrangers soupçonnés d'accointances avec le milieu islamiste.

Contrairement à Nicolas Sarkozy, Marine Le Pen peut miser sur un autre atout: celle-ci n'aura pas à passer par la centrifugeuse d'une primaire, synonyme de divisions exacerbées. Eric Zemmour ne sera pas candidat et Robert Ménard lui a réitéré son soutien. "On a une stabilité du socle électoral, notre candidate est systématiquement qualifiée pour le second tour, on est déjà unis, rassemblés, on est dans une situation politique où tout le monde vient sur nos thèmes" (terrorisme, immigration, sécurité, protectionnisme...), résume un dirigeant frontiste pour justifier la tonalité optimiste de la campagne qui s'annonce.

"Marine incarne un équilibre entre identitarisme intégral étroit et souverainisme intégral limité", dédramatise son compagnon Louis Aliot dans Le Monde, persuadé que sa candidate saura faire la synthèse entre toutes les droites nationales. Au FN, on fait même mine de croire qu'une victoire de Nicolas Sarkozy sur les thèmes lepénistes serait une aubaine.

Si Nicolas Sarkozy "est désigné aux primaires, il est tellement bas et affaibli qu'il nous donnerait une chance d'affronter François Hollande au second tour", pronostique Florian Philippot les yeux rivés sur les enquêtes d'opinion. La seule configuration dans laquelle Marine Le Pen serait effectivement en mesure de l'emporter au second tour de la présidentielle serait face à l'actuel président de la République.

[huffingtonpost.fr](http://huffingtonpost.fr)

[LAPRESSEENREVUE.EU](http://LAPRESSEENREVUE.EU)

### III) L'échec de ce quinquennat impose à la gauche une refondation historique !

Philippe Noguès

Député du Morbihan et premier frondeur à avoir quitté le Parti socialiste en juin 2015.

**François Hollande entrainera-t-il toute la gauche dans sa chute ? Philippe Noguès qui considère que le bilan du président de la République "est simplement indéfendable", tire la sonnette d'alarme. Sans refondation de fond en comble de la gauche, hors "des stratégies à court terme des appareils politiques et de leurs états-majors parisiens", les citoyens risquent de s'en détourner définitivement.**



ALEX NICODIM/SIPA

Le mandat présidentiel de François Hollande est entré dans sa dernière phase. Soyons honnêtes, le bilan, du point de vue de la justice sociale, de la réduction des inégalités, du vivre-ensemble, du progrès écologique ou du renouveau démocratique, est simplement indéfendable. La situation du pays ne s'est pas améliorée, les Français ne vivront pas mieux en 2017 qu'ils ne vivaient en 2012 et une nouvelle fois, la gauche après l'exercice du pouvoir apparaît totalement décredibilisée.

En dehors de supporters inconditionnels, qui pourrait aujourd'hui évaluer positivement cette période de notre histoire politique ?

Pourtant il y a 4 ans, nous avons un certain nombre de cartes en main pour appliquer le programme sur lequel nous avons été élus. Bien

sûr la situation n'était pas totalement idyllique. La droite notamment nous laissait une situation économique difficile. Mais nous arrivions avec un programme différent qui pouvait nous permettre de redémarrer sur des bases nouvelles, pour certaines d'entre elles inexplorées, aussi bien au niveau national qu'eupéen.

Hélas ! Quatre ans plus tard, elles le restent toujours... inexplorées ! Le constat est simple : François Hollande n'a jamais tenté de mettre en place les orientations qu'il avait défendues tout au long de sa campagne. Et c'est incontestablement le principal reproche que lui font les Français, car au manque de courage s'est ajouté un déficit d'imagination.

De 2007 à 2012, Nicolas Sarkozy avait clairement échoué, au travers d'une politique libérale, à redresser une France qu'il laissait, en outre, profondément divisée. Au-delà de l'affaiblissement de la parole politique et de la désacralisation « bling-bling » de la fonction présidentielle, c'est d'ailleurs sans doute la principale raison pour laquelle les Français avaient choisi de faire confiance en 2012 à un homme qui proposait le changement, au point d'en faire son principal argument de campagne.

Malheureusement, à peine élu, François Hollande choisit de remettre aux calendes grecques plusieurs de ses principaux engagements de campagne. Au lieu d'agir, pour infléchir la politique libérale de Bruxelles et renégocier le Pacte budgétaire européen, ce dont il avait reçu mandat du peuple français, il se contente de « rassurer nos partenaires », à commencer par Madame Merkel, et fait mine de croire à une vague promesse, d'ailleurs jamais tenue, d'une politique de relance européenne. Il fait valider le traité européen et enferme ainsi encore plus fortement l'Europe dans cette politique rejetée par une majorité de Français. Comme un symbole, le péché originel de ce quinquennat prend l'aspect d'un acte manqué européen.

A la place d'une grande réforme fiscale, tant attendue, qui aurait apporté plus de justice sociale, il s'engage dans une multitude de réformettes incompréhensibles pour la majorité des citoyens, et finit presque naturellement par s'engager dans une politique économique prônée jusque-là essentiellement par la droite et le patronat. L'OFCE (L'Observatoire français des conjonctures économiques) estime qu'entre 2012 et 2016, les ménages français auront eu à supporter une hausse fiscale de 35 milliards

d'euros, pendant que les entreprises, sans distinction, voyaient leurs contributions fiscales s'alléger de 20 milliards d'euros, sans parler des autres avantages du pacte de responsabilité. L'austérité fiscale, plombant la consommation des classes moyennes, tuait dans l'œuf tout espoir de reprise économique.

Bien sûr, un quinquennat ne peut se résumer à une politique économique. Certains engagements seront tenus, au moins partiellement : Mariage pour tous, Cop21, loi santé, loi sur la transition énergétique en sont des exemples. François Hollande aura une attitude particulièrement digne et forte face aux attentats barbares qui ont ensanglanté notre pays. Malheureusement, là encore, la suite laisse à désirer : tentative d'imposer une déchéance de nationalité, tournant sécuritaire mal maîtrisé.

Et finalement, point d'orgue à cette lente et désespérante descente aux enfers, alors que le quinquennat touche à sa fin, la gauche voit le président qu'elle a porté au pouvoir, oser s'en prendre à l'un des principaux acquis des combats sociaux : le code du travail.

Echec enfin incontestable, la gauche au pouvoir n'aura rien changé aux pratiques politiques que nos concitoyens exècrent : reniements, coups tordus, passages en force, réflexes de castes...etc. Le dépoussiérage, pourtant urgent, de nos institutions, de notre démocratie et de notre classe politique n'aura pas eu lieu.

Comment dans ces conditions, ne pas comprendre que la confiance ait disparue ? La grande majorité des citoyens que je rencontre (du moins ceux qui se déplaceront lors des échéances de 2017) se pose clairement la question : « mais pour qui vais-je pouvoir voter ? »

Les primaires, qui en 2011 avaient au moins eu le mérite de permettre un vrai débat d'idées, sont devenues un petit jeu des égos qui n'apparaît franchement pas de nature à rassurer. Où est la crédibilité politique de candidats qui s'engagent dans la même primaire que le président sortant dont ils jugent la politique indéfendable, en promettant malgré tout de le soutenir s'il l'emporte ? Dans les temps de crise et de défiance, les petites compromissions apparaissant comme de grandes trahisons, le retour à l'exemplarité, à la sincérité et à l'indépendance semble pourtant dorénavant un passage obligé si nous souhaitons sauvegarder la maigre confiance restante du peuple envers ses représentants.

Je n'affirmerais pas, comme l'a fait le Premier ministre, qu'il y a en France deux gauches irréconciliables. Il existe, c'est une certitude, des personnalités politiques irréconciliables, dont un certain nombre serait bien inspiré de quitter la scène publique et laisser la place. Pour ma part, je crois que la gauche qui a un avenir, c'est celle qui accepte de rénover ses pratiques et ses habitudes tout en restant elle-même, celle qui défend toujours l'alternative ; c'est celle qui ne se contente pas du monde tel qu'il est, celle qui protège les intérêts du peuple et non ceux des élites de toutes sortes; c'est celle qui préfère rester fidèle à ses valeurs plutôt que de courir après la droite et les forces de l'argent.

**Il est aujourd'hui urgent d'ouvrir le chantier d'une grande respiration démocratique, et j'entends bien y mettre toute mon énergie dans les semaines à venir. L'échec de ce quinquennat impose à la gauche une refondation historique. Brisons les carcans, sortons des stratégies à court terme des appareils politiques et de leurs états-majors parisiens. C'est de choix collectifs dont nous avons besoin. Cela nécessite, au-delà des partis, d'écouter les citoyens, de les remettre au centre du vaste mouvement qui devra naître, pour empêcher notre pays de tomber aux mains des forces politiques les plus réactionnaires. Mais le temps est compté !**



[LAPRESSEENREVUE.EU](http://LAPRESSEENREVUE.EU)

## A Suivre... La Presse en Revue

Bonjour lapresseenrevue,

Votre blog fête ses 4 ans cette année !

Toute l'équipe d'OverBlog est heureuse de souhaiter un joyeux anniversaire à votre blog La Presse en Revue....

4 ans ça se fête !  
Dites-le à tout le monde

J'informe mes lecteurs

L'équipe OverBlog  
[www.overblog.com](http://www.overblog.com)